

Fractures et transitions : réconcilier la France

Déclaration du groupe UNSA

Tout le monde le sent bien : notre pays traverse une très profonde et grave crise sociale et démocratique, alors même qu'il est confronté à l'exigence de transitions écologiques, numériques et technologiques d'une ampleur et d'une rapidité inédites.

Cette inquiétude et ce diagnostic, le CESE les porte depuis longtemps, et tout particulièrement avec cette mandature placée sous le signe de la lutte pour la cohésion sociale. C'est donc dans cette droite ligne que se situe cet avis en s'efforçant de porter une analyse et, surtout, des remèdes possibles.

Sans être exhaustif, nous voudrions, au nom de l'UNSA, évoquer quelques points qui justifient notre soutien à cet avis : - la nécessité de garantir et d'améliorer le pouvoir d'achat tout d'abord, car la crise du « reste à vivre » à laquelle nous assistons exige d'agir sur deux plans : celui des dépenses contraintes, qu'il faut contenir et alléger, notamment pour le logement, et celui des revenus provenant du travail et des prestations sociales. Par ailleurs, notre système fiscal, indispensable pour permettre à tous les citoyens de bénéficier de services essentiels, est devenu injuste, complexe et même incompréhensible, au point de fragiliser le consentement à l'impôt. Aussi l'UNSA souscrit pleinement à la préconisation de remettre à plat la fiscalité afin de la rendre plus juste et plus efficace ;

- la nécessité d'un service public au service de tous. En effet, face au sentiment d'abandon ressenti dans certains territoires ruraux comme urbains, il est indispensable de renforcer les services publics de proximité afin que chaque citoyen puisse accéder rapidement à des services publics de qualité. Le développement des MSAP, au-delà de faciliter les déplacements, seront également forts utiles pour lutter contre le non recours aux droits ;

- la nécessité de s'engager dans la transition écologique : c'est un impératif qui doit être mené dans un esprit de justice avec toutes les mesures d'accompagnement social indispensables afin que cette transformation soit comprise et acceptée par la population ;

- la nécessité de développer la démocratie participative afin de renforcer la démocratie représentative et permettre plus de transparence et d'écoute des citoyens pour aboutir à plus d'acceptation sociale et donc à plus d'efficacité. L'utilité de cette préconisation, le CESE a su la démontrer en se l'appliquant à lui-même pour travailler sur cet avis, via la plateforme citoyenne et la participation d'un groupe citoyen.

L'UNSA a voté l'avis en ne souhaitant qu'une chose: que le gouvernement s'en saisisse pleinement car, en République, l'association des acteurs est le garant de la réussite et de l'acceptation sociale.